

# DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

## Commune de Sigoyer

### Procès-verbal de séance du conseil municipal / 3 novembre 1997 à 20 h 30

*Convocation du 28 octobre 1997*

*Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire*

*En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux.*

#### Ordre du jour

- Natura 2000
- Zone des murets : travaux supplémentaires, mise en souterrain du réseau EDF et mur parapet
- Travaux supplémentaires au cimetière et accès
- Achat d'une étrave de déneigement
- Départ du receveur
- Questions diverses

La secrétaire donne lecture des délibérations à signer, le maire rappelle brièvement son entrevue avec les services de l'ONF concernant le captage de la source "mère de l'Aygue", une nouvelle réglementation beaucoup plus rigide encadre la nouvelle convention qui devra tenir compte du débit d'eau de la source, du prélèvement et de la longueur de la canalisation équivalente à une perte de récolte.

Concernant le relogement de M. Mme Amaridon, l'électricien n'a toujours pas fait la visite du logement retenu.

Le maire passe à l'ordre du jour.

#### **Natura 2000 :**

Il s'agit d'une directive européenne concernant l'habitat (humain, flore et faune) de tous les pays de la communauté européenne.

✍ 1- Le conseil municipal devra se prononcer sur le zonage délimité par l'ONF et le laboratoire botanique de Charance qui comprend les montagnes de Céüze et Céüzette.

Politique contre la dégradation des habitats naturels, elle devrait inciter les changements d'habitudes agricoles notamment en matière de pastoralisme et demandera à revenir à des pratiques plus traditionnelles, le développement du tourisme sera freiné sur certains sites de flore rare (par exemple par l'interdiction de voies d'escalades).

Ces pratiques seront encouragées et soutenues par des aides financières.

2- Définition du contenu d'un contrat par concertation des divers partenaires (délai 6 ans).

Quelles seront les contraintes ? elles concerneront les riverains directs de ces zones.

A. Borel s'étonne que les organisations agricoles ne soient pas suffisamment informées de cette nouvelle directive, il indique que la commune manque déjà de bétail pour pâturer nos montagnes et qu'une réduction de la charge de pâturage n'est pas une bonne solution, que le débroussaillage des parcelles à proximité de ces zones est impossible et qu'il est trop tard désormais.

S.Duc estime que la délimitation du zonage est avant tout affaire d'agriculteurs pour l'espace considéré par l'activité humaine, que l'ONF aurait dû s'intéresser à priori aux pelouses à protéger au lieu de les défoncer aux engins de sous-solage. J Michalinoff interroge le maire sur les différents partenaires associés à l'élaboration du contrat, les agriculteurs, chasseurs, forestiers, botanistes, randonneurs etc.. seront concertés. S. Duc désire qu'une commission représentant ces différents partenaires soit formée.

Le maire conclut en souhaitant que l'on puisse définir un zonage pas trop contraignant mais qui corresponde aux directives européennes et permette d'obtenir des fonds ; car il paraît très difficile de s'en exclure.

### **Zone des murets :**

Les travaux supplémentaires :

- le busage de la route jusqu'au pont des murets se fera finalement en buses de 800, renforcées sur le passage, compte tenu de la faible différence de coût. (+ value en 800 : 30 000 fr. et + value en 600 : 22 400 fr.)

Le conseil municipal accepte.

- parapets : des devis sont attendus
- mise en souterrain du réseau EDF : la route construite ne met plus la ligne électrique à hauteur réglementaire (8 m), une demande d'aide financière a été déposée auprès du SIE, en attendant, un fourreau sera placé en prévision de l'enfouissement.

Les travaux de terrassement sont terminés , empierrements et enrochements restent à faire.

### **Accès et cimetière :**

*Cimetière :*

Des travaux supplémentaires ont été effectués : drainage et regards, mur délimitant les fosses communes.

Les travaux d'aménagements ont été importants, mais appréciés par l'ensemble de la population.. Suite au choix des familles, certains caveaux n'ont pas d'entrée réglementaire et poseront problème lors d'une inhumation, ces familles qui ont choisi délibérément de ne pas modifier leurs entrées, devront participer à la remise en état des allées dallées ou gravillonnées. L'employé communal ne pourra plus assurer ce travail, d'autant qu'il devrait être habilité pour effectuer les

inhumations.

Une mise en conformité avec les textes réglementant les cimetières doit être envisagée, une entrevue est prévue avec l'entreprise Aubin.

*Chapelle* : d'après le bilan, un reliquat d'argent permettrait de faire les peintures (badigeon à la chaux) à l'intérieur de la chapelle, pour environ 80 000 fr.(devis PONS).

Les stratigraphies imposées par l'architecte des bâtiments de France ne seront pas effectuées.

Le maire rappelle les aides consacrées à la chapelle et au cimetière:

paroisse : 50 000	conseil général : 40 000
CRCA : 50 000	réserve député : 50 000
Logis & patrimoine : 40 000	réserve sénateur : 50 000

Un dossier de demande de subvention sera déposé auprès de la Région pour le crépissage des deux façades restantes, l'association du patrimoine sera informée.

l'inauguration de la chapelle est prévue pour août 98 à la St Laurent.

le conseil municipal accepte sous réserve du reliquat financier.

*Tableau de St Laurent* :

l'association propose de faire restaurer le tableau (90 % du devis de 13 000 fr.) par une restauratrice de l'école du Louvre domiciliée dans le Var ; les 10 % restants à la charge de la Commune.

accepté par le CM.

*Accès à la chapelle* :

Le maire a rencontré l'avocat de la famille Fine, suite au courrier du 15/10/97. Le maire demande aux conseillers de prendre connaissance du plan cadastral qui contient les possibilités d'échanges à proposer à la famille, l'avocat en fera part à la famille Fine.

### **Achat étrave de déneigement :**

Le conseil municipal accepte l'achat de l'étrave de déneigement de la commune d'Esparron, au prix de 20 000 fr. ou 15 000 fr. si livrée sans plaque.

les chaînes de l'UNIMOG ont été vendues à la commune de Lardier, des chaînes à recharger leur seront proposées (prix du lot : 6 500 fr.)

### **Départ du receveur :**

La population sera conviée à un buffet froid le samedi 22 novembre à 20 heures à l'occasion du départ de la commune de Bruno Dall'agnola, Receveur ; F. Galmiche et J. Michalinoff sont

chargés d'acquérir le cadeau d'une valeur de 1000 à 1200 fr. (CiBi pour sa voiture).

## **Questions diverses :**

### *Local polyvalent :*

une subvention de 75 000 fr. a été attribuée à ce projet, il convient de réfléchir à l'aménagement de cette cave.

### *façades de l'église :*

accord verbal pour une subvention de 80 000 fr. pour la réfection des façades et du clocher, attendre la notification.

### *Passerelle torrent des murets :*

LRS propose un devis estimatif de 22 500 fr. pour la main d'oeuvre et 10 000 fr. max. de fournitures, passerelle couverte mais culées béton non prévues.

Nous attendons les devis Bonnardel et Chevallier, le maire autorise les conseillers à consulter les artisans de leur choix.

Le débroussaillage de la piste de ski commencera le 10 novembre par l'équipe LRS.

### *Requête maison Chaumier :*

La famille Chaumier demande à la commune de lui réaliser un égout ainsi qu'une salle de bain en échange de parcelles d'une contenance totale de 1 ha situées à Vière, aux Dérouchas et aux Vignes..

S. Duc indique que, techniquement, la solution ne sera pas simple, que la canalisation n'aura pas la pente nécessaire en continuité du bâtiment communal, qu'il faudra alors raccorder la maison au réseau en traversant toute la place du village.

Vote du CM : 2 abstentions, 9 contre.

### *Cloches :*

Le maire propose de marquer l'an 2000 par la fonte d'une cloche, ce projet irait de pair avec la réfection des façades de l'église et du clocher.

La cloche actuelle a été suspendue en 1864 et la place pour une deuxième cloche est disponible.

La commune va se renseigner sur les prix et possibilités de subventions.

Les cloches "patrimoniales" de Céas et Chatillon seront suspendues à un portique bois à l'intérieur de l'église.

### *Epicerie du village :*

Le maire souhaite que le CM encourage le maintien d'une épicerie au village, en effet, les époux Rambaud cesseront bientôt leur activité.

Quelques personnes se sont manifestées auprès du maire pour la reprise de l'activité, dans quelles conditions ? le maire l'ignore.

A. Borel pense qu'une épicerie n'est pas rentable à Sigoyer, dans sa forme actuelle, et que la commune ne peut pas s'engager auprès de ces personnes. Le maire indique que cette activité ne peut être rentable que si des services de proximité y sont adjoints (tournées à la commande,

portage de repas, médicaments etc...)

C. Paul indique que la boulangerie pourrait reprendre cette activité en complément, que l'épicerie seule n'est pas viable, il rappelle qu'une gérance communale ne serait pas raisonnable et ferait prendre beaucoup de risques à la collectivité.

Le maire est d'accord, mais pense qu'il faut encourager et favoriser cette activité. S. Duc demande quels sont les encouragements possibles ? le maire répond par la possibilité de dégrèvement de la taxe professionnelle, par recherche et mise à disposition d'un local. J. Michalinoff suggère que le local actuel de l'épicerie pourrait être remis à un éventuel acquéreur, le maire répond que Mme Rambaud n'y tient pas.

### *3eme age de Sigoyer :*

Le maire propose d'offrir un cadeau aux personnes du troisième âge de Sigoyer recensées à environ 90 foyers, à l'occasion de la fin d'année.

Ce geste d'amitié lui semblerait bienvenu chez certaines personnes isolées au moment de Noël et donnerait l'occasion aux conseillers de rencontrer les personnes âgées de leur quartier.

A. Borel estime que l'on se substituerait au club du 3ème âge qui joue déjà très bien ce rôle, C. Paul pense de même ainsi que J. Ligozat ; R. Favier et J. Michalinoff craignent que ce geste soit interprété comme une dépense dispendieuse, S. Duc propose que l'on demande aux responsables du 3ème âge de le faire au nom de la commune.

La majorité des conseillers ne semble pas très intéressée par le projet. Aucune décision n'est prise.

*11 novembre :* Pas de messe, mais cérémonie au monument aux morts avec dépôt d'une gerbe et apéritif.

*Acquisition foncière maison Ligozat :* dossier élaboré par CCTB.

*Thème de l'eau :* le maire indique que le dossier 1% paysager comprendra l'aménagement de la fontaine de la place, du lavoir et la création d'une fontaine sortie ouest du village (côté Nal) qui sera alimentée par le trop plein des fontaines du village.

*ALGECO à vendre,* disponibles le 12 novembre : inutile désormais, les locaux du presbytère pourront être utilisés par la Poste et la mairie.

le maire lève la séance à minuit et quart.

### Délibérations du conseil municipal

- Ouverture de crédits sur budget de l'eau (678 et 615)
- Acquisition foncière maison Ligozat
- Aménagement du cimetière (demande de subvention d'équipement) rattachée à la

séance du 01/09

Vu le Conseil municipal,